

Introduction

« Une grande proportion de la population est pauvre, donc si nous connaissions la situation économique des pauvres, nous en apprendrions plus sur ce qui ne va réellement pas dans l'économie. La plupart des pauvres dans le monde tirent leur revenu de l'agriculture, donc si nous savions l'économie de l'agriculture, nous en apprendrions beaucoup sur l'économie de la pauvreté »

(T.W. Schultz, 1980)

Cette citation de Schultz est aussi vraie aujourd'hui qu'en 1979 lorsqu'il commença son exposé en tant que lauréat du Prix Nobel d'Économie il y a presque un quart de siècle. Cependant l'économie a évolué de manière significative dans la compréhension de la pauvreté depuis les contributions séminales de Schultz. Cette dernière partie essaie de résumer l'essentiel de la recherche dans ce livre sur Madagascar, d'une part, et tente de faire une comparaison avec l'expérience du continent africain, et de déterminer les implications politiques, d'autre part.

1. Liens entre l'agriculture et la pauvreté

Des liens étroits existent entre l'agriculture et la pauvreté dues à quatre caractéristiques inhérentes au secteur agricole : décalages biologiques entre intrants et produits agricoles, un environnement de haut risque, des problèmes d'action collective, et une faible élasticité de l'alimentation sur le revenu.

Une des premières leçons que nous avons apprises au cours du dernier quart de siècle est que les rapports entre la pauvreté et l'agriculture vont bien au-delà de l'observation de Schultz, certes encore valable, d'après laquelle la plupart des pauvres tirent au moins une partie de leur revenu de l'agriculture. Quatre caractéristiques particulières de l'agriculture font qu'il est plus que jamais important de les considérer dans une étude de la pauvreté.

En premier lieu, les décalages biologiques entre l'utilisation des intrants et la consommation ou la vente des produits agricoles sont relativement importants dans les activités agricoles et d'élevage. Cela engendre des problèmes de prévision et gestion des flux monétaires au niveau des exploitants agricoles, ce qui amplifie les effets négatifs de la défaillance des marchés financiers sur les investissements et la productivité, défaillance qui d'ailleurs est à l'origine du marasme dans tous les secteurs, mais qui frappe durement et surtout le secteur agricole.

Deuxièmement, ces décalages biologiques ajoutés à une dépendance très forte envers les facteurs exogènes tels que la pluie, les maladies phytosanitaires et l'invasion d'insectes nuisibles sont habituellement à l'origine de l'incertitude et du risque temporel pour les agriculteurs. Dans la mesure où de tels risques amènent ces agents à commercialiser des quantités réduites, une incertitude relativement grande entraîne donc une croissance plus lente des revenus escomptés (Rosenzweig et Binswanger, 1993).

En troisième lieu, l'agriculture dépend dans une très forte mesure des ressources naturelles dont l'exploitation nécessite une coordination pour ne pas opposer productivité et investissement. Il est rare que les producteurs dans d'autres secteurs rencontrent des problèmes de la même ampleur, et par la suite, passent beaucoup de leur temps et ressources à essayer de surmonter ces obstacles.

En dernier lieu, du fait que les consommateurs rencontrent des limites physiologiques à la consommation de denrées alimentaires, l'élasticité des revenus sur la demande pour la plupart des denrées agricoles est inférieure à 1, conduisant à une détérioration continue des termes de l'échange agricole. Comme conséquence, les parts de surplus revenant à l'agriculture ont tendance à diminuer dans le temps ;

il en résulte l'abandon de l'agriculture lorsque les populations deviennent plus riches. Ces quatre caractéristiques font de l'agriculture un secteur important pour l'étude de la pauvreté.

2. Que savons-nous de la pauvreté ?

a. La pauvreté est surtout un phénomène rural.

Selon les estimations de l'INSTAT (2003), environ 85% des pauvres à Madagascar vivaient en zone rurale en 2001 (tandis que la population rurale représente 77% de la population totale de Madagascar). En outre, la plupart des pauvres dans les zones rurales travaillent dans le secteur agricole, ce qui signifie que le développement agricole devrait particulièrement bénéficier aux pauvres.

b. Il existe un rapport très étroit entre la pauvreté et les actifs de chaque ménage (capital humain, capital en ressources naturelles, et ou biens matériels), ainsi que les technologies utilisées.

De nombreuses études ont montré les faiblesses ainsi que la dégradation du secteur de l'éducation à Madagascar (Banque Mondiale, 2002). Ceci a des impacts sur les niveaux de pauvreté. Par exemple, Razafindravonona et al. (2001) ont montré que le niveau d'éducation de la couche la plus pauvre de la population est nettement plus faible que celui du quantile le plus riche. Randrianarisoa et Minten (Chapitre 1.5) ont démontré que dans le cas de Madagascar, l'accès à l'éducation primaire va de paire avec une productivité agricole substantielle.

Par ailleurs, les pauvres à Madagascar ont accès à moins de ressources naturelles et capital physique. L'analyse dans les chapitres précédents montrent que les pauvres dans le secteur agricole possèdent moins de terres (Minten et Razafindraibe, chapitre 1.3) et de bétail (Ralison, chapitre 3.3), qu'ils utilisent très peu d'intrants modernes, engrais ou fertilisants et semences améliorées (Minten et Ralison, chapitre 4.3) ou des technologies améliorées tel que Système de Riziculture Intensif ou SRI (Barrett et Moser, chapitre 2.2) et qu'ils investissent peu dans des actions d'amélioration de la terre agricole (Minten et Ralison, chapitre 4.3).

c. Conditions géographiques et environnement biophysique influent sur la pauvreté.

La pauvreté chronique est fortement liée à la situation géographique, aussi bien à l'échelle des nations qu'au niveau des régions sous-continentales (Gallup et Sachs, 1998) de même qu'à l'échelle intra-nationale (Hentschel et al., 2000 ; Mistiaen et al., chapitre 3.1). Les ressources naturelles telles que le sol, les forêts et l'eau représentent un intrant très important en économie rurale. Les maladies infectieuses et autres maladies dépendant du climat, constituent des menaces pour l'activité de production. La gestion locale a une influence sur la fourniture de biens publics, et le caractère périssable et la faible valeur du ratio valeur-quantité des matières premières font que l'accès au marché est crucial pour la rentabilité des activités. La géographie conditionne et détermine ainsi vraiment le degré de pauvreté.

Ceci est confirmé dans le cas de Madagascar. Stifel et al. (Chapitre 4.1) ont souligné le lien étroit entre l'éloignement et la pauvreté. Ils ont montré que les ménages éloignés ont peu d'accès aux marchés (aussi bien marché des intrants et des produits agricoles que marchés financiers) et qu'ils utilisent peu de technologies productives. Ils souffrent aussi des faibles niveaux des prix de vente des produits agricoles et des coûts de transaction élevés. Les agriculteurs qui vivent dans un environnement biophysique ingrat sont aussi plus pauvres. Minten et Ralison (Chapitre 4.3) montrent que la probabilité d'être plus pauvre est plus élevée pour les exploitants qui vivent dans les zones plus marginales (pentes de collines, zones arides et semi-arides, etc.), ainsi que

dans les zones avec peu d'infrastructures telle que des systèmes d'irrigation ou des routes.

d. Les conditions à la naissance des individus ou des ménages entrent en ligne de compte dans leur niveau de pauvreté. Toutefois, elles ne constituent pas la seule explication de la situation de pauvreté.

Certaines personnes sont nées dans la pauvreté et ont des difficultés pour en sortir, parce qu'elles n'ont ni le niveau d'éducation convenable, ni les conditions de santé nécessaires, ni une nutrition adéquate pour acquérir de bonnes conditions physiques et capacités intellectuelles au début de leur vie (Strauss et Thomas, 1998 ; Basu, 1999). Ceci parce qu'elles n'ont pas hérité suffisamment de terre ou de capital pour compléter leur capital humain, ou encore parce qu'elles ne peuvent pas utiliser efficacement leurs actifs pour générer un revenu monétaire (Carter et May, 1999).

D'autres personnes par ailleurs commencent leur vie avec plus de chance mais tombent dans la pauvreté à cause d'un choc ou d'une série de chocs. Les cataclysmes naturels et les guerres civiles sont tragiques non seulement à cause des déplacements et des privations temporaires qu'ils provoquent, mais surtout parce qu'ils effacent en un clin d'oeil ce que les ménages ont réalisé au prix d'une épargne et d'investissements. Des perturbations passagères peuvent avoir des effets persistants ou durables sur la pauvreté (Hoddinott et Kinsey, 2000). Les deux effets se renforcent souvent mutuellement par le fait que ceux qui commencent dans la vie avec moins d'atouts en main sont ceux qui souffrent le plus des chocs qui les frappent et les abattent dans leur lutte pour sortir de la pauvreté (Dercon, 1998).

A Madagascar, il existe peu d'études sur les mauvaises conditions de départ dans la vie de certaines parties de la population. Certains auteurs établissent les relations entre les groupes défavorisés et le système de caste qui persiste dans certaines parties du pays (Galy, 1999 ; Evers, 1997). Toutefois les chocs constituent aussi une raison importante pour expliquer la pauvreté. Chérel-Robson et Minten (Chapitre 4.2) montrent le nombre élevé de risques caractéristiques pour l'agriculture et le milieu rural à Madagascar. Freudemberger (1999) montre dans le cas d'un village de la province de Fianarantsoa comment des décès successifs survenus dans une famille peuvent aboutir à un anéantissement du cheptel familial, étant donné la coutume qui prévaut dans la région d'abattre les zébus à l'occasion des funérailles.

e. Il existe une relation forte entre pauvreté et activités extra-agricoles.

Le rôle des activités non-agricoles comme facteur facilitant la sortie de la pauvreté a été largement sous-estimé dans l'économie agricole et du développement. Une série d'études récentes (pour le cas de Madagascar, voir l'étude de Randrianarison, chapitre 3.2) a mis en évidence une relation positive entre revenu extra-agricole et les indicateurs de bien-être des ménages ; en particulier, le fait est qu'une plus grande diversification des sources de revenu peut provoquer une croissance plus rapide des revenus et de la consommation. Dans les zones où le nombre des pauvres sans terres s'accroît rapidement, l'économie rurale non-agricole deviendra essentielle pour les stratégies de réduction de la pauvreté.

f. L'accès aux marchés financiers est déterminant pour la réduction de la pauvreté.

La plupart des problèmes des pauvres en milieu rural provient dans une large mesure du manque de capital et de crédit nécessaires pour investir dans la croissance de la productivité agricole ou pour préserver le capital naturel. Les systèmes de crédit formel et informel fonctionnent mal à Madagascar. La productivité reste à la traîne parce que quand les exploitants n'ont pas accès au crédit ou à l'assurance qui

leur permettra d'ajuster la consommation à travers le temps, suivant les circonstances, ils trouvent inévitablement d'autres alternatives de marché par le biais desquels ils peuvent obtenir un "quasi-crédit". Par exemple, des agriculteurs vendent leur récolte de riz à bas prix immédiatement après la récolte, tout en sachant parfaitement qu'ils seront amenés à racheter les mêmes produits quelques mois plus tard à un prix considérablement plus élevé. Compte tenu d'un besoin immédiat de liquidités pour diverses raisons mais n'ayant pas accès au crédit ou à l'épargne, les agriculteurs empruntent habituellement à travers les marchés de produit.

D'autres agriculteurs utilisent les marchés du travail pour les mêmes finalités, travaillant en vue de salaire monétaires durant la saison de plantation alors que plus de temps passé sur leur propre exploitation pourrait leur permettre d'utiliser une méthode culturale débouchant sur des rendements significativement plus élevés, et en conséquence une productivité plus grande du travail dans le futur. Un salaire journalier faible, au jour le jour, peut être plus que suffisant pour compenser la productivité ratée, même quelques mois plus tard (Moser et Barrett, 2003).

3. L'importance du ciblage dans l'assistance au développement

a. Les budgets étant limités, il est nécessaire de cibler les interventions.

La plus importante leçon apprise de la recherche sur la pauvreté rurale du dernier quart de siècle passé est très probablement le besoin de faire la distinction entre pauvreté passagère et pauvreté chronique. Du fait que les pauvres à titre temporaire n'ont pas besoin d'assistance directe pour se relever et sortir de la pauvreté, le dynamisme des donateurs et des gouvernements dans la lutte contre la pauvreté devrait dépendre inversement de ce critère de temporaire. La distinction fondamentale entre pauvreté temporaire et pauvreté chronique implique une orientation de l'assistance directe sur les chroniquement pauvres qui ne peuvent pas sortir de la pauvreté sans une telle assistance ; des filets de sécurité pour les passagèrement pauvres afin d'éviter qu'ils ne deviennent pas chroniquement pauvres ; des aides structurelles pour aider les chroniquement pauvres à se relever d'une longue privation et pour leur permettre de se frayer un chemin de leur propre initiative pour surmonter les principaux obstacles.

b. Un ciblage géographique doit être entrepris pour des zones de pauvreté chronique étendues telle que la province de Fianarantsoa.

Il existe différentes méthodes pour cibler les interventions. Trois méthodes en particulier méritent d'être mentionnées : le ciblage géographique, par indicateur et l'auto-ciblage. Le ciblage géographique est probablement le moyen le moins onéreux et il convient parfaitement dans presque toutes les zones de pauvreté chronique, notamment dans la province de Fianarantsoa (Razafindravona et al., 2000 ; Minten et Randrianarison, chapitre 1.4). De même, le ciblage géographique peut être valable pour des interventions ponctuelles de filets de sécurité : distribution d'aides alimentaires consécutive à des catastrophes naturelles de telle façon que des perturbations à court terme des sources de revenus et de nourriture ne provoquent une blessure de longue durée pour les populations affectées.

c. Le ciblage par indicateur est nécessaire comme complément du ciblage géographique.

Du fait que la variation dans les revenus a tendance à être au moins de la même ampleur au niveau des régions (et même au niveau des villages) aussi bien qu'entre elles à l'échelle de Madagascar (Mistiaen et al., 2002), le ciblage géographique à lui seul ne touchera pas une grande partie des pauvres. En plus des zones de pauvreté aiguë et largement éparpillées, les organisations non gouvernementales et les gouvernements doivent identifier des seuils mesurables en unités

immédiatement disponibles (exemple : superficie des terres agricoles, taille du cheptel, niveau d'éducation atteint) et identifier les « chroniquement pauvres » qui tombent en dessous de ces seuils. D'où l'importance du ciblage à l'aide d'indicateur. On doit cependant garder à l'esprit que la méthode de ciblage par indicateur n'est appropriée dans la lutte contre la pauvreté chronique que si des liens causaux sont fortement établis entre les indicateurs utilisés et de faibles mesures de bien-être.

d. L'auto-ciblage est utile dans les cas d'urgence.

Ce mécanisme de ciblage peut être particulièrement utile pour les filets de sécurité. Ces instruments comprennent par exemple les formules à haute intensité de main-d'œuvre ou « vivres contre travail », les subventions sur les denrées alimentaires inférieures (tel que le manioc à Madagascar ; voir Ravelosoa et al., 1998) ou les distributions de denrées alimentaires, de vêtements ou d'argent induisant de longues queues qui incitent donc les non pauvres à se retirer de leur plein gré du lot des bénéficiaires. Les programmes auto-ciblés tels que les travaux publics peuvent constituer des instruments adéquats pour déployer des actions d'aide d'urgence comme l'ont confirmé les expériences en Asie de l'Ouest, Sud-Afrique et Argentine (Ravallion, 1991 ; von Braun, 1995) dans la mesure où ils agissent en tant que mécanismes automatiques qui protègent des chocs de revenus ou autres qui mettent en danger les couches vulnérables de la population. Ces chocs peuvent inclure également les périodes de soudure ou de pénuries saisonnières auxquelles les petits exploitants doivent se confronter et qui limitent largement le niveau de leurs investissements (Barrett et al., 2001). Cependant, le mécanisme d'auto-ciblage ne fonctionne souvent pas face à la pauvreté chronique, particulièrement lorsque les marchés fonciers et financiers font défaut, ce qui provoque une variation considérable entre ménage en termes de profits marginaux obtenus sur le travail, ou lorsque les agences tentent d'atteindre plusieurs objectifs à la fois (Barrett et al., à paraître).

e. Différents facteurs sont importants pour un ciblage effectif.

Le processus de ciblage ne tourne pas seulement autour de qui assister, où, et quand mais également autour de comment et avec quels moyens. Les questions de comment et avec quels moyens dans le ciblage reçoivent trop peu d'attention bien qu'elles soient d'une importance particulière face à la pauvreté chronique. La raison est simple : pour permettre aux chroniquement pauvres de commencer à accumuler des actifs de production, on doit connaître les éléments qui limitent le plus leurs choix. Le problème est-il dû essentiellement au caractère insuffisamment productif des actifs, ce qui nécessiterait des technologies améliorées pour améliorer les rendements, ou un meilleur accès au marché pour améliorer les termes de l'échange pour les biens et services vendus par les chroniquement pauvres ? Ou s'agit-il plutôt d'un problème d'insuffisance d'actifs productifs et si tel est le cas, quels sont ces actifs ? S'agit-il de la terre, ce qui serait une justification possible pour une réforme foncière progressive ? S'agit-il du capital humain, ce qui serait une raison d'être d'un investissement public plus important dans les secteurs sociaux tels que l'éducation, la santé, la nutrition et sans doute particulièrement pour les jeunes enfants ? Ou le besoin consiste-t-il essentiellement à un accès plus large aux services financiers de telle sorte que plus de ménages pourront entreprendre des investissements adéquats répondant à leurs conditions et capacités spécifiques.

Les éléments ci-dessus exposés sont les piliers des stratégies de développement depuis des dizaines d'années. Il y a peu de nouveautés à offrir, autre que la simple observation que chaque cas est spécifique. Des politiques efficaces de lutte contre la pauvreté chronique dépendent d'une politique de recherche empirique minutieuse adaptée aux conditions locales. Les chercheurs ont le devoir de développer les outils et informations susceptibles de fournir aux décideurs politiques

des renseignements valables et à jour sur les questions du qui, du quoi, du où, du quand et du comment du ciblage qui constituent l'essence même des stratégies de réduction de la pauvreté.

4. Développement rural à Madagascar : quelle voie suivre ?

a. Il existe plusieurs voies pour sortir de la pauvreté. Il n'existe cependant pas de formules simples, passe-partout pour réduire la pauvreté dans les zones rurales.

Il existe plusieurs voies pour sortir de la pauvreté rurale, aussi devrait-on se garder de présenter une description trop simple ou machinale. Pour certains, la voie optimale passe par une intensification de l'agriculture et la commercialisation des produits agricoles. Pour d'autres, cette voie de sortie consiste en une migration vers les zones urbaines. Pour d'autres encore, la stratégie consiste en une transition progressive du secteur agricole vers des activités rurales non agricoles. Certains procéderaient avec une combinaison de ces stratégies. La solution n'est pas de trouver quelle voie précise à suivre, car elle variera clairement dans le temps, dans l'espace et même avec les individus dans un même lieu et au même moment. La clef est plutôt l'existence d'une voie de sortie de la pauvreté, une stratégie suivant laquelle les choix optimum de moment conduisent, conformément aux prévisions, à une accumulation d'actifs productifs suffisants de façon à permettre au ménage de réaliser un surplus à investir, après déduction des besoins de consommation immédiate, et ainsi de suite : une accumulation régulière de biens productifs et de bénéfice, et une forte croissance de tous (ou du moins de la plupart) des indicateurs de bien-être. Le problème de la pauvreté est même plus complexe que la simple absence d'accumulation d'actifs productifs. Il s'agit également de prévenir la décadence. D'où l'importance des transferts et interventions pour résoudre les carences des marchés financiers de telle sorte que les ruraux pauvres puissent conserver leur capital déjà rare pour faire face aux chocs.

b. Par nature, la pauvreté a un caractère provisoire. Des filets de sécurité sont nécessaires pour les non-pauvres ou les pauvres temporaires. Les pauvres chroniques ont besoin d'aide structurelle.

Des résultats récents ont établi que la pauvreté est par nature essentiellement transitoire. Les mesures de politique peuvent faire une grande différence pour les pauvres chroniques c'est-à-dire ceux qui ne peuvent pas sortir de la pauvreté par eux-mêmes, sans assistance externe. Une telle assistance peut venir directement sous forme de transferts ou indirectement, sous forme de réformes politiques qui provoquent un changement d'attitude conduisant à une sortie des pauvres de cette sphère de la pauvreté. Les interventions contre la pauvreté peuvent prendre une de ces deux formes.

La première intervention est communément perçue comme des filets de sécurité qui préviennent les gens de tomber dans la pauvreté ou plus souvent, qui protègent ceux qui sont dans la pauvreté de devenir plus pauvres au point de ne plus pouvoir se relever d'une telle situation par eux-mêmes. Les programmes d'aide alimentaire d'urgence, l'assurance pour les récoltes ou les couvertures contre le chômage ainsi que l'assistance en cas de cataclysme sont des exemples courants d'interventions par le moyen de filet de sécurité.

La seconde intervention est destinée à aider les gens à sortir de la pauvreté. Nous les qualifierions de aides structurelles. Des exemples courants de mesures de aides structurelles incluent les réformes foncières, les programmes ciblés de nutrition, les programmes de subvention et micro-finance, etc. Tandis que les filets de sécurité tiennent simplement les gens en les protégeant pour ne pas tomber plus bas, les aides structurelles sont utilisées pour aider les grimpeurs à surmonter les obstacles et à lever les barrières, en venant à bout des forces qui pourraient encore les tirer vers le bas. Les filets de sécurité sont adaptés aux non-pauvres et aux temporairement pauvres pour les maintenir

hors de la pauvreté. Les pauvres chroniques requièrent les aides structurelles.

c. Des politiques macro-économiques adéquates sont nécessaires mais non suffisantes pour la réduction de la pauvreté. A Madagascar, les interventions doivent également se faire au niveau méso et micro.

L'impact des réformes macroéconomiques et sectorielles des vingt dernières années à Madagascar s'est fait très peu sentir sur les conditions de vie des populations rurales en raison d'importants problèmes structurels au niveau micro et au niveau méso :

le niveau méso. Dans les zones reculées, les bénéfices tirés du commerce ne sont pas perçus. Le surplus commercialisé et l'adoption de technologies améliorées sont faibles. Les coûts de stockage, le crédit saisonnier et les coûts de transports sont élevés, provoquant une forte variation saisonnière avec des effets négatifs pour les pauvres dont la plupart sont des acheteurs nets de riz. La productivité agricole est faible et stagne, avec des taux dérisoires d'adoption de nouvelles méthodes de culture telle que le système de riziculture intensif ou SRI. Et la demande en biens et services non-agricoles est faible, ainsi l'agriculture reste la principale source de revenu pour la population rurale malgache.

le niveau micro. Le défi pour la réduction de la pauvreté chronique en milieu rural dépend de l'accroissement du stock d'actifs des ménages (exemple éducation), de l'amélioration de l'accès aux marchés (en particulier les marchés financiers), de l'adoption de technologies plus productives et durables et d'une moindre exposition aux chocs exogènes. Autant que possible, les actions devraient être ciblées (géographiquement ou par indicateur).

Pour améliorer la productivité agricole et réduire la pauvreté dans les zones rurales, les interventions nécessaires au niveau méso et au niveau micro à Madagascar comportent principalement ce qui suit :

- développement de technologies agricoles plus productives pouvant résister aux chocs naturels et accessibles aux pauvres ;
- amélioration de l'infrastructure routière, accès aux crédits et sécurité améliorée pour réduire les coûts de transactions sur les marchés ;
- promotion d'institutions locales pour réduire les coûts de coordination entre producteurs (ce qui serait bénéfique pour la commercialisation des produits agricoles, l'achat d'intrant, la sécurité, ainsi que la gestion de l'eau et des terres agricoles) ;
- développement des activités non-agricoles dans les villes secondaires qui ont des relations étroites avec les zones rurales ;
- fourniture des services sociaux pour améliorer la productivité du travail des pauvres.

Enfin, pour assurer la réussite des interventions en vue de réduire la pauvreté, il est important de continuer à écouter directement les pauvres, de telle sorte qu'ils soient impliqués dans un processus réellement participatif. Un exemple d'un tel exercice - et une condition préalable à toute intervention - est présenté dans l'analyse de 'la voix des clients' concernant les priorités de développement (Chérel-Robson et Minten, chapitre 5.1).

Références bibliographiques

Barrett C.B., Bezuneh M. et A.A. Aboud (2001). "Income diversification, poverty traps and policy shocks in Côte d'Ivoire and Kenya". *Food Policy*, 26(4), pp. 367-384.

Barrett C.B., Holden S. et D.C. Clay. "Can food-for-work programs reduce vulnerability ?", in S. Dercon (ed.), *Insurance Against Poverty*, Oxford University Press, Oxford, à paraître.

Dercon S. (1998). "Wealth, risk and activity choice : Cattle in Western Tanzania". *Journal of Development Economics*, vol. 55, pp. 1-42.

Basu K. (1999). "Child labor : Cause, consequence, and cure with remarks on international labor standards". *Journal of Economic Literature*, Vol. 37, no. 2, pp. 1083-1119.

Carter M.R. et J. May (1999). "Poverty, livelihoods, and class in rural South Africa". *World Development*, 27(1), pp. 1-20.

Evers S. (1996). "Solidarity and antagonism in migrant societies on the Southern Highlands", in *L'esclavage à Madagascar : Aspects historiques et résurgences contemporaines*. pp. 339-346.

Freudenberger K. (1998). *Livelihoods without livestock : A study of community and household resource management in the village of Andaladranoavao*. LDI, Madagascar.

Gallup J.L. et J.D. Sachs (1998). "Geography and economic growth", in B. Pleskovic and J.E. Stiglitz, Eds., *Proceedings of the annual conference on development economics*, Washington, World Bank.

Galy M. (1999). *Mécanismes amortisseurs qui jouent en faveur des ménages vulnérables : Tamatave et le Vakinankaratra*. INSTAT, Antananarivo.

Hentschel J., Lanjouw P.O., Lanjouw P. et P. Poggi (2000). "Combining census and survey data to study spatial dimensions of poverty : A case study of Ecuador". *World Bank Economic Review*, vol. 14, no. 1, pp. 147-166.

Hoddinott J. et B. Kinsey (2001). "Child growth in the time of drought". *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, Vol. 63(4), pp. 409-436.

INSTAT (2003). *Etat de la pauvreté à Madagascar en 2001*. Policy brief, Antananarivo.

Mistiaen J., Ozler B., Razafimanantena T. et J. Razafindravonona (2002). *Putting welfare on the map in Madagascar*. Africa region working paper series no. 34, World Bank.

Moser C.M. et C.B. Barrett (2003). *The complex dynamics of small-holder technology adoption : the case of SRI in Madagascar*. Cornell University working paper.

Ravallion M. (1991). "Reaching the rural poor through public employment : Arguments, lessons, and evidence from South Asia". *World Bank Research Observer*, 6(1), pp. 153-176.

Ravelosoa J.R., Haggblade S. et H. Rajemison (1999). *Estimation des élasticités de la demande à Madagascar à partir d'un modèle AIDS*. INSTAT, Antananarivo.

Razafindravonona J., Stifel D. et S. Paternostro (2001). *Evolution de la pauvreté à Madagascar : 1993-1999*. INSTAT, Antananarivo.

Rosenzweig M.R. et H. Binswanger (1993). "Wealth, weather risk and the composition and profitability of agricultural investments". *Economic Journal*, vol. 103, 416, pp. 56-78.

Strauss J. et D. Thomas (1998). "Health, nutrition, and economic development". *Journal of Economic Literature*, vol. 36, no. 2, pp. 766-817.

Von Braun J. (1995). *Employment for poverty reduction and food security*. International Food Policy Research Institute, Washington.

World Bank (2002). *Education et formation à Madagascar*, Rapport économique de la Banque Mondiale.

Financement :

Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)
Projet «Analyse économique pour la prise de décision à Madagascar»
Accord de Coopération No. 687-00-00-00093-00
Programme Ilo
www.ilo.cornell.edu

Institution responsable :

Cornell Food and Nutrition Policy Program
3M29 Van Rensselaer Hall
Cornell University
Ithaca, NY 14853
Etats-Unis

Institutions collaboratrices :

INSTAT
Institut National de la Statistique
Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget
BP 485
Antananarivo 101
Madagascar

FOFIFA

Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
BP 1690
Antananarivo 101
Madagascar

Photographie :

Bart Minten, Cornell University

Cartographie :

Eliane Ralison, FOFIFA

PAO, Edition et Réalisation :

Mamy David Andriamitsaraso, zéro un
+261 33 11 084 77
+261 20 22 084 77
202 Route Circulaire
Antananarivo 101
Madagascar